

73.01.04 PCAE- Mécanisation en zone de montagne

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissements
Base réglementaire : article du PSN	article 73.01
Intitulé dispositif régional NAQ	PCAE - Mécanisation en zone de montagne (Pyrénées-Atlantiques et Limousin)
Indicateurs de résultats associés	R.9 Modernisation des exploitations : Nombre de bénéficiaires recevant une aide à l'investissement pour restructuration - modernisation
Indicateurs de réalisation associés	O.20 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements productifs dans les exploitations
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Le maintien de la compétitivité des activités agricoles en zone de montagne a été identifié comme l'un des axes de la stratégie régionale agricole de Nouvelle-Aquitaine.</p> <p>Les surcoûts qui sont engendrés par l'acquisition d'équipements spécifiques de traction, de récolte de fourrages ou d'entretien de zones à forte pente doivent être accompagnés pour que les exploitations concernées restent compétitives.</p> <p>L'un des enjeux majeurs est de sécuriser l'activité agricole tout en diminuant la pénibilité du travail</p> <p>Les systèmes agricoles en zone de montagne et dans les espaces naturels à vocation pastorale doivent être soutenus pour valoriser et assurer le maintien de ces pratiques favorables à la préservation de l'environnement.</p>
Date indicative de démarrage du dispositif	Avril 2023
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<p>Les exploitations agricoles qui rentrent dans l'une des trois catégories ci-dessous :</p> <p>1/ Agriculteur actif personne physique, assuré pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA). En outre, pour une personne physique ayant dépassé l'âge de 67 ans, , elle ne doit pas avoir fait valoir ses droits à la retraite.</p> <p>2/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme sociétaire (à l'exclusion des SCI et GFA), remplissant les <u>conditions suivantes cumulatives</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de la société est agricole, ET • au moins un associé respecte les conditions fixées pour une personne physique¹, ou en l'absence, l'ensemble des

1 L'associé doit être affilié à l'ATEXA au titre de son activité au sein de la société. Cela signifie qu'il

	<p>dirigeants doivent relever du régime de protection sociales des salariés des professions agricoles, ne pas avoir fait valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils ont dépassé 67 ans, et détenir directement conjointement plus de 25% de parts sociales de la société qu'ils dirigent.</p> <p>3/ Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme d'association ou de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) remplissant les <u>conditions suivantes cumulatives</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'objet de l'association ou de la SCIC est agricole, ET • au moins un adhérent ou associé respecte les conditions fixées pour une personne physique ou morale. <p>Les conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</p>
Conditions d'éligibilité	<p><u>Conditions Agroécologiques :</u></p> <p>A compter de 2024, l'exploitation agricole bénéficie de l'éco-régime niveau supérieur ou spécifique à l'agriculture biologique au titre du premier pilier de la PAC relative à la précédente campagne par rapport à la date de dépôt de la demande d'aide, ou est certifiée ou en conversion en Agriculture Biologique portant sur les productions agricoles concernées par le projet ou, détient une certification HVE ou une autre certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise.</p> <p>Cas particuliers des exploitations sans surface agricole utile :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les apiculteurs et les éleveurs réalisant leur activité en estive ou sur parcours non déclaré à la PAC sont exemptés de ces conditions agroécologiques. - Par ailleurs, lorsque l'exploitation n'a pas de surface agricole utile, elle peut justifier du respect des conditions agroécologiques dans une autre exploitation dont les parts sociales sont détenues au moins en partie (% défini dans les appels à projets) par le(s) porteur(s) de projets au titre de chef d'exploitation ou de dirigeant de cette dernière. <p>Ces conditions sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets : en particulier pour les nouvelles exploitations agricoles (actives depuis moins de deux années) et donc sans historique des pratiques agricoles antérieures, avec une vérification des conditions agroécologiques qui sera réalisée au plus tard au moment du solde de l'aide.</p>

doit être considéré par la MSA comme participant aux travaux au sein de la société.

	<p><u>Diagnostic d'exploitation sur les départements de Haute-Vienne, Corrèze et Creuse :</u></p> <p>Réalisation d'un diagnostic d'exploitation permettant de démontrer la pertinence des investissements proposés car le critère Pente ne peut être préalablement vérifié. Ce diagnostic pourra être réalisé par les Chambres d'Agriculture, par le PNR de Millevaches en Limousin ou par une association pastorale reconnue (APML), avec appui de l'animateur "Natura 2000" dans les zones concernées.</p> <p><u>Périodicité des dossiers :</u></p> <p>La périodicité entre deux demandes pour un équipement identique ou similaire sera de 7 ans après la décision juridique liée à l'acquisition du 1er équipement.</p> <p>Le dépôt d'un nouveau dossier pour une même exploitation agricole (même numéro de SIRET) devra obligatoirement être postérieur à la réception de la demande de solde par le service instructeur du Conseil Régional du dossier « Mécanisation en zone de montagne » précédent.</p> <p>Les conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</p>
Coûts éligibles	<p>A- Mécanisation en zone de montagne en Pyrénées-Atlantiques</p> <p>Catégorie 1 : Matériel de traction et de transport Catégorie 2 : Matériel adaptable de fenaïson Catégorie 3 : Matériel d'entretien Catégorie 4 : Matériel attelé ou transporté d'épandage des effluents d'élevage</p> <p>B- Mécanisation en zone de montagne en Corrèze, Creuse et Haute-Vienne :</p> <p>Catégorie 1 : Ouverture des milieux (maintien activité sécurisée / portance sols humides / reconquête milieux / exploitation) Catégorie 2 : Clôture des parcelles accidentées ou pentues Catégorie 3 : Gestion de l'activité de pâturage / éloignement / conditions climatiques</p> <p>Le matériel d'occasion reconditionné pour les seuls équipements tractés est éligible.</p> <p>Les modalités d'application seront précisées dans l'appel à projets.</p>
Inéligibilités	<ul style="list-style-type: none"> - la TVA, - la maîtrise d'œuvre, - les consommables et les jetables,

	<ul style="list-style-type: none"> - les frais de montage de dossier, - les investissements destinés au stockage de matériel agricole, - les équipements d'occasion non reconditionnés pour les seuls équipements tractés, - les équipements d'occasion ou reconditionnés autoportés, - les investissements qui concernent des opérations de renouvellement ou de remplacement à l'identique, - les investissements financés par un crédit-bail ou une location financière, - les investissements financés par délégation de paiement. <p>Les acquisitions de matériel en copropriété sont éligibles avec une convention de partenariat signée entre le chef de file et les autres partenaires.</p>
Eligibilité temporelle des dépenses	Dépenses éligibles à partir du dépôt de la demande d'aide, après parution de l'appel à projets
Eligibilité géographique	<p><u>Siège d'exploitation</u> : Sur le territoire Nouvelle-Aquitaine :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le département des Pyrénées-Atlantiques, le siège d'exploitation du demandeur doit se situer en zone de montagne (zones agricoles défavorisées de montagne définies par arrêté préfectoral dans le cadre du 1er pilier de la PAC) – dans les départements de Haute-Vienne, de Creuse et de Corrèze, le siège d'exploitation du demandeur doit se situer en zone de montagne (zones agricoles défavorisées de montagne définies par des arrêtés préfectoraux par départements dans le cadre du 1er pilier de la PAC)
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Aucune autre aide publique ne soutient les actions décrites dans cette fiche, il n'y a pas de risque de double financement.
Ligne de partage FESI	Les GAL ne pourront pas mobiliser leur enveloppe LEADER pour des typologies d'actions éligibles au présent dispositif.
3. Modalités d'octroi de l'aide	
Principes de sélection	<p>Projets permettant la préservation de l'environnement en contribuant à la transition agroécologique</p> <p>Projets favorisant le renouvellement générationnel</p> <p>Projets favorisant la sécurisation du travail, en diminuant la pénibilité</p> <p>Soutien aux exploitations n'ayant pas récemment bénéficié d'une aide publique pour l'acquisition de matériel de montagne</p> <p>Les critères de sélection qui en découlent sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées en comité de suivi ou dans le cahier des charges des appels à projets.</p>
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets
Bonifications éventuelles	5% si achats en co-propriété
Montants et taux maximum d'aide publique	Taux d'aide publique : 35 %
4. Nature et montant de l'aide	

Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	Non concerné
Co financeurs principaux/ponctuels	Région et Départements
5. calcul du montant de l'aide	
Plancher (en dépenses éligibles)	5 000 € HT Ce plancher s'applique au dépôt de la demande d'aide.
Plafonds (en dépenses éligibles)	Plafond précisé pour chaque équipement spécifique sur les tableaux de dépenses des documents de mise en œuvre.
Modalités de versement	2 versements maximum (modalités définies dans les documents de mise en œuvre)
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	Non concerné
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Non concerné
Règlementation aides d'Etat	Soumis à l'article 42 TFUE
Maintien des dépenses	Les investissements matériels et équipements accompagnés doivent être conservés pendant une durée minimale de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la décision juridique. En cas de non-respect de cette obligation, le bénéficiaire s'expose au remboursement de tout ou partie de l'aide accordée. Des précisions sur les conditions de mise en œuvre de cette règle sont apportées dans les documents de mise en œuvre.